

Face au Covid-19

Nos exigences, leurs incohérences

Alain Bihr
Syllepse, oct 2021



Introduction

« Cette crise constitue un double défi lancé à toutes les forces anti-capitalistes. Défensivement, elles doivent anticiper la mise en œuvre de ces nouvelles modalités de domination capitaliste. Offensivement, elles doivent tirer profit de l'affaiblissement conjoncturel du pouvoir capitaliste pour faire évoluer le rapport de force en leur faveur, voire d'ouvrir des brèches susceptibles de s'élargir sur des perspectives révolutionnaires. » (p. 7)

1) La santé est d'abord un bien public

« La pandémie a brutalement remis en question la libéralisation des appareils sanitaires dont les gouvernants se sont fait les champions des décennies durant. Cette libéralisation a reposé sur le postulat que chacun-e disposerait d'un « capital santé » dont il lui reviendrait de prendre soin à titre personnel, qu'il lui appartiendrait donc de préserver et de « valoriser », en se responsabilisant (par exemple en surveillant son hygiène de vie) et en s'assurant (en contractant une police d'assurance maladie en fonction de ses « choix » : des risques qu'il est prêt ou non à courir -en fait en fonction de ses ressources monétaires). » (p. 9)

« La santé est un bien public : l'état sain ou morbide du corps de chacun-e dépend d'abord de l'état sain ou morbide du corps social dans son ensemble, lui-même fonction de la qualité des écosystèmes dans lesquels vit la population, de l'hygiène publique des espaces qu'elle occupe, de ses conditions de vie (travail, logement, loisirs, etc.), et de sa capacité ou non de se défendre, par elle-même ou par l'intermédiaire de ses institutions politiques [...] » (p.10)

Alain Bihr prend au sérieux la propagande du gouvernement : le Covid-19 a menacé massivement l'ensemble de la population. Il va s'appuyer sur cette prémisse pour développer toute sa critique. Si nous partageons les critiques et beaucoup des propositions d'Alain Bihr, c'est pour nous une erreur de penser, en octobre 2021 (date de la parution de cet opuscule), que cette maladie était massivement dangereuse.

Qu'est-ce qui fait que les militant-es et intellectuel-les « de la gauche émancipatrice » ont adhéré à la doxa gouvernementale concernant la dangerosité de la maladie ? Le matraquage médiatique quotidien, la peur personnelle d'être atteint-e dans sa santé ou celle de ses proches, la culpabilisation : « les mauvais citoyens qui vont faire mourir les grands-mères », l'infantilisation avec l'auto-autorisation dérogatoire de sortie, le désarroi devant une situation historiquement inédite ?

Qu'est-ce qui fait que ces mêmes militant-es et intellectuel-les n'ont pas fait machine arrière quant à cette première analyse qui se révèle erronée, plusieurs mois plus tard, alors même que des études sortaient dans les pays occidentaux, à partir des chiffres gouvernementaux : oups, on s'est trompés, on était un peu déboussolé-es par cette situation exceptionnelle... Conformisme (faire comme les concurrents politiques), manque de rigueur intellectuelle pour reconnaître une erreur, (disparition des règles scientifiques de la controverse, mais sont-elles possibles dans le champ politique?), peur d'être stigmatisés « tu fais le jeu de l'extrême-droite », peur pour sa carrière professionnelle ou politique ?

Une autre explication serait : si on vise à être crédible, on ne peut se dédire.

Une autre explication serait : à la suite de la réflexion cynique mais pragmatique de Naomi Klein :

avec la crise climatique qui s'aggrave continuellement, on va pouvoir faire bouger les gens, mettre en mouvement les militant-es. Si on ne disait pas que le Covid est très grave, les gens ne se mobiliseraient pas pour améliorer le système de santé.

La peur tétanise (si elle est maniée par les autorités) et met en mouvement (si elle est maniée par les organisations) ? Dans les deux cas, cela mobilise l'attention.

Alain Bihl dénonce la prépondérance des facteurs sociaux dans la genèse des pathologies lourdes dont souffrent les classes populaires (maladies professionnelles, pollutions de l'air, des eaux, malbouffe, non accès aux soins, etc.)

Il dénonce aussi les politiques d'étranglement financier qui impuissent l'hôpital public, et : « une médecine libérale de ville tournant, en grande partie le dos à sa mission, déportant vers l'hôpital public des patient-es relevant d'abord de sa prise en charge » (p.12)

A comparer avec l'analyse de Laurent Mucchielli qui dénonce la stratégie gouvernementale, dans cette affaire : les décisions ont été d'interdire aux médecins de ville de prescrire des traitements, efficaces si précoces, et d'obliger les malades à rester chez eux avec du paracétamol, en attendant une aggravation des troubles respiratoires qui les mèneraient aux urgences.

Alain Bihl, tout à sa dénonciation de la libéralisation du système public, au profit du système privé des soins, ne voit pas qui est à l'initiative de cette situation. « la médecine libérale tourne le dos à sa mission ».

« En normalisant et en rendant obligatoire certains comportements dans les situations interindividuelles les plus immédiates, en interdisant les rassemblements dans l'espace public, en confinant les populations, en faisant pression sur elles pour qu'elles se vaccinent, ils ont dû implicitement reconnaître le caractère de bien public de la santé, qui demandent à être défendu en tant que tel. » (p. 13)

Alain Bihl colle encore à la doxa. Comment croire, sur le coup mais plus encore des mois plus tard, à la sincérité du revirement de Macron lorsqu'il a dit en mars 2020 que le système de santé doit être hors des lois du marché ?

« Sauf que [...] Il n'y avait désormais plus d'autres moyen de le défendre qu'en mettant en péril les libertés individuelles et publiques. » (p. 13)

Sauf que le gouvernement n'a pas cherché à défendre le système public de soins, même s'il l'a fait accroire pour avoir du répit. Il a utilisé cette situation d'hôpital public surchargé pour réduire encore plus les libertés. Ce n'est pas une conséquence fâcheuse, mais une bonne occasion à ne pas manquer. Là encore Bihl colle à la doxa.

2) L'art de faire des vagues

« Dès le début de la pandémie, ils [« nos » gouvernants] ont été pris entre les impératifs de la poursuite de l'activité économique et ceux de la protection de la population. » (p.17)

Il fallait maintenir une activité pour approvisionner la population, donc garder disponible une force de travail vivante et en état d'être exploitée pour maintenir les conditions de la reproduction du capital.

Il fallait préserver la population. Une partie des travailleur-euses ont déserté (droit de retrait) quand les conditions d'hygiène n'étaient pas respectées. Et par ailleurs : « Celles-ci [les formes les plus catastrophiques de la pandémie] auraient entraîné une mortalité de masse et, du même coup, auraient dégonflé « l'armée industrielle de réserve », en rééquilibrant, en faveur des salarié-es un rapport de force sur le marché du travail que la précarité et le chômage déséquilibrent actuellement en faveur du capital. » (p.18)

Là toujours, Bihl s'appuie sur sa croyance en une maladie massivement mortelle, sans se demander si cette gravité proclamée par les gouvernants n'est pas un artefact idéologique pour nous soumettre à ces fameuses mesures liberticides, au nom de la santé de tout-es (dont ils n'ont rien à f...). Il ne peut donc dénoncer le côté cynisme et mépris de classe de ces déclarations gouvernementales (profiter de la crise pour avancer dans le libéralisme et le contrôle des populations).

Une explication : maintenir que le virus est très dangereux pour tout le monde justifie les

propositions de réorganiser le système de santé. Mais ne peut-on pas faire une telle proposition, même si le virus n'atteint que les personnes « vulnérables » ?

Alain Bihl dénonce les incohérences de la gestion de la crise.

- dans le secteur du travail : restez chez vous / allez travailler. Et travailler sans réelles protections (qui à l'époque n'étaient pas jugées nécessaires, puisqu'il n'y en avait pas). Pressions modulées en fonction des classes sociales : cols bleus au turbin, cols blancs en télétravail.

Cette incohérence a été résolue lors du deuxième confinement et des couvre-feux : allez au travail, mais pas de distractions.

Dans le secteur du travail, les syndicats sont montés aux créneaux pour exiger plus de procédures sanitaires drastiques, qui rendaient (inutilement?) encore plus difficile la vie au boulot. Ex : dans les écoles, alors que le Covid n'atteint que rarement les enfants (moins que les méningites ou maladies infantiles), les protocoles contradictoires se sont succédés chaque semaine.

Les confinements sont très difficiles à supporter... « D'où leur nécessaire relâchement, dès lors que la situation sanitaire s'améliorait ou semblait s'améliorer, relâchement qui, en l'absence de tout règlement du problème de fond, ne pouvait que conduire à une nouvelle dégradation de cette même situation. » (p. 20)

Encore, « la situation semblait s'améliorer » : on retrouve ces critiques virulentes sur les sites des groupuscules trotskystes qui alertaient d'une catastrophe imminente dès qu'un confinement ou une obligation était levée. Parce que le virus virulent continuait de rôder et que le gouvernement devenait laxiste. Parce qu'il mettait ainsi en danger les travailleur-euses, en particulier de santé.

Et oui, le gouvernement n'a pas réglé le fond du problème, il a continué sa route, imperturbablement : 17 000 lits de fermés depuis mars 2020, et des services d'urgence qui ferment les uns après les autres. C'est plus grave que ce que Bihl écrit.

Le virus a continué de circuler, parce que c'est son rythme de virus, mais aussi parce que les populations ont continué de circuler, faisant circuler le virus ; parce que les gouvernements ont pratiqué la politique de *stop and go* : restrictions puis levée des restrictions.

« Les gouvernants ont pratiqué l'art de faire des vagues, comme M. Jourdain faisait de la prose : sans savoir qu'ils en étaient les auteurs. » (p. 21)

Donc s'ils avaient su qu'ils faisaient des vagues, ils auraient eu une position plus cohérente ? N'est-ce pas par volonté de poursuivre leur politique libérale, « quoiqu'il en coûte » qu'ils ont utilisé ces vagues pandémiques. Sans occulter le fait que dans bien des cas, question gestion des populations, ils naviguaient à vue, en s'adaptant aux réactions plus ou moins vives ou apathiques des dites populations.

3) Convaincre ou contraindre ?

« Le jour où sera atteint le fameux seuil d'immunité collective.[...] Ne leur reste dès lors que la vaccination massive des populations. » (p. 23) Sinon, ce serait la solution cynique de laisser la pandémie atteindre suffisamment d'humains pour une immunité par la maladie, occasionnant des ravages.

Encore une prémisse qui n'est pas, à ce jour vrai : 80 % de la population (au moins) est à ce jour vaccinée. Le virus circule toujours. De plus, encore une allégeance à la doxa : il y a aussi possibilité de traitement précoce. Là encore, voir avec les études publiées par Mucchielli. Et autre adhérence doxique : les « vaccins » n'ont pas les caractéristiques de vaccins, au sens usuel du terme, mais sont des « traitements géniques », qu'il faut renouveler périodiquement.

Donc deux solutions : convaincre (par la propagande) ou contraindre (restrictions ciblées, jusqu'aux sanctions).

Alain Bihl n'a pas besoin d'adhérer à la doxa pour développer sa critique du système de santé, en mode libéral. On pourrait qualifier cette allégeance à la doxa comme l'échec des intellectuels, même radicaux : ils ne sont plus capables de faire une critique sans concession, quitte à en payer le prix. Par peur d'être taxés de complotistes ? Par peur de ne plus être crédibles ?

La fraction radicale de l'encadrement (les intellectuels) est victime du succès (relatif) de sa classe. Les radicaux doivent trouver des acolytes pour avoir une quelconque efficacité. Or la classe dans son ensemble a comme fonction sociale de légitimer le pouvoir.

Le carnaval des antivax et des antipass (p 24)

D'où vient cette résistance ?

- discrédit des gouvernants (conséquences de la gestion répressive des conflits antérieurs)
- gestion calamiteuse de la crise Covid
- passif plus lointain contre les mesures néolibérales (attaques Sécu, chômage, code du travail...)
- État d'urgence depuis 2015, contre le terrorisme.

Quelles motivations pour les antivax ?

- par principe
- d'occasion (trop vite, trop secret, trop lucratif)
- méfiance vis-à-vis des autorités sanitaires (Médiateur, vache folle, sang contaminé, amiante...)
- les « corona-sceptiques » Covid dangereux que pour les personnes âgées ou avec comorbidité, croyance dans un traitement « miracle »
- sceptiques dans la démarche scientifique (d'autant que les gouvernants s'appuient sur la Science pour faire taire toute contestation)
- les complotistes (puces dans les vaccins)

Rejoints par les anti-pass, vaccinés ou non, qui refusent cette restriction à la circulation et cette discrimination (soutenus par des politiciens populistes qui veulent engranger des voix).

Bihl mélange les deux types de vaccination : la traditionnelle, et la vaccination par ARNm, que Mucchielli appelle un traitement génique, car elle n'a pas les caractéristique d'une vaccination : fabrication d'anti-corps pour des années.

A force de pousser les réticents dans leurs retranchement, ces derniers en arrivent à remettre en cause le principe même de vaccination, et même de la médecine (remettant au goût du jour Illich).

Voir Mucchielli pour la critique des « vaccins anti-Covid » et la critique de la « Science », bien qu'il soit catalogué, selon les critères de Bihl comme « corona-sceptique ».

La pierre d'achoppement : la dé/socialisation capitaliste des personnes (p. 28)

Conception fétichiste de l'individualité : tous pensent que la santé est un choix individuel. Il appartient donc à chacun-e de prendre soin de son « capital santé ». L'individu doit se comporter comme auto-entrepreneur de lui-même, arbitrant les risques et les opportunités qui se présentent. Parallèlement, il se doit de valoriser sa force de travail, puisqu'il est un travailleur « libre ».

Tout cela dans un contexte de marché, système de rapports qui socialise les individus (les rendant solidaires les uns des autres), dans le même mouvement qu'il les privatise (mise en concurrence).

« Le mode capitaliste de socialisation est donc simultanément un mode de désocialisation qui, en transformant les membres d'une même collectivité sociale en individus privés et séparés [propriétaires privés ne serait-ce que d'eux mêmes], tend à leur rendre imperceptible voire incompréhensible ce qu'ils ont en commun au-delà du peu qu'ils mettent en commun dans des relations marchandes et contractuelles. » (p.30)

Les voix qui appellent à se faire vacciner, ne serait-ce que par solidarité, restent sans écho.

Voir Velot qui démontre que la vaccination en temps d'épidémie est dangereuse, elle permet au virus de muter de façon plus résistante que la souche, et comme la souche est très atténuée, elle laisse libre cours aux variants qui ont open bar pour circuler.

Il existe des contre-tendances (syndicats, sports, famille, association) qui socialisent les individus dans la solidarité et la coopération. C'est parmi ces individus qu'on trouve les personnes qui acceptent la vaccination.

« En conséquence, on peut former l'hypothèse (qui demande cependant vérification) que l'opposition à la vaccination anti-Covid trouve également un terreau favorable parmi tous ceux et toutes celles qui, pour différentes raisons, n'ont qu'une expérience réduite d'une telle solidarité. » (p. 31)

Si on comprend bien, ceux et celles qui se sont soumis à l'appareil capitaliste en acceptant la vaccination ont une expérience de la coopération et de la solidarité, ont échappé à la désocialisation imposée par le capitalisme. A l'inverse, celles et ceux qui ont refusé de se soumettre en refusant la vaccination sont atomisés et n'ont pas su/pu échapper à la désocialisation. N'est-ce pas un argument spécieux, auquel Bihl ne croit pas plus que ça (hypothèse à vérifier) et qui ne tient pas debout.

De plus c'est exactement l'argument du premier ministre Castex (décembre 2021) : se vacciner est un geste de protection pour soi et pour les autres !

Enfin, il y a un autre moment où le capitalisme demande qu'on se dévoue pour les autres : c'est la guerre. Ceux qui partent au front, « par solidarité » sont-ils ceux qui ont su échapper au conditionnement désocialisant du capitalisme et ceux qui désertent sont-ils ceux qui ont incorporé l'individualisme capitaliste ?

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas imposé la vaccination à toute la population :

- par crainte des réactions ?
- par crainte des poursuites pénales en cas d' « éventuelles séquelles » ?
- plutôt : le pass sanitaire est une mesure cohérente par rapport au dogme libéral : les individus étant responsables individuellement de leur santé, il leur appartient de choisir et dévaluer les risques ou opportunités. C'est la gestion du troupeau par les normes.

Il convient donc de s'opposer au pass, non parce qu'il porte atteinte aux libertés, mais parce qu'il est la conséquence de la conception néolibérale de la gestion individuelle du capital santé. Et parce que c'est une demi-mesure qui fait perdre du temps dans la course contre les variants.

Il convient donc de s'opposer au pass, non parce qu'il porte atteinte aux libertés, mais parce qu'il est la conséquence de la conception néolibérale de la gestion individuelle du capital santé. Et parce que c'est une demi-mesure qui fait perdre du temps dans la course contre les variants.

« Face au pass sanitaire, il faut au contraire défendre l'obligation vaccinale généralisée, seule cohérente avec la dimension de bien public de la santé. » (p. 34)

*Cela veut-il dire que Bihl aurait souhaité que Macron rende la vaccination obligatoire pour tou-tes ?
Quid des dangers de cette vaccination anti-Covid sur les jeunes et les personnes en bonne santé, et de son inefficacité quant à la propagation du virus ?*

4) Zizanie et apartheid dans le village planétaire (p. 37)

Quand les Etats se comportent en chiffonniers

La vitesse de propagation du virus est due à la vitesse de circulation des hommes, des capitaux (sic), et des marchandises.

Parallèlement, les États qui prônent la libre circulation des capitaux et des marchandises ont fermé leurs frontières aux marchandises et aux hommes : souveraineté nationale avant les vertus de la mondialisation heureuse. Ils se battent même sur les tarmacs pour des lots de masques qu'ils avaient contribué à délocaliser.

« [...] l'OMS se contentant de jouer les lanceurs d'alertes répétées et d'émetteur de recommandations de bonnes pratiques. » (p.40)

Ben non, tu ne peux pas dire que l'OMS est un lanceur d'alerte alors qu'elle a contribué à mettre les gens en panique très tôt. De plus, en tant qu'analyste économiste, tu dois connaître les liens entre l'OMS et les entreprises pharmaceutiques, les fondations philanthro-capitalistes (Bill Gates, premier financeur de l'OMS) et les États. Les bonnes pratiques de l'OMS ne sont autres que les objectifs de ses financeurs, dont la vaccination de la population mondiale. Pour la bonne santé des grands-mères tanzaniennes ou pour celle de leurs juteux bénéficiaires ? Allons, ose un peu sortir du schéma dans lequel tu t'enfermes !

Mais peux-tu critiquer l'OMS alors qu'elle recommande, comme toi, la vaccination généralisée ?

Se moquer du ci-devant tiers-monde comme du quart (p. 41)

Ne pas vacciner le tiers-monde, malgré les déclarations répétées, c'est :

- provoquer l'apparition de nouvelles vagues
- provoquer l'émergence de variants encore plus dangereux (pourquoi pas moins dangereux, besoin de faire peur, comme le pouvoir?)

Les Etats centraux n'utilisent pas Covax, outil créé par l'OMS ni GAVI, (*alliance pour une vaccination globale financée par... Bill Gates*) pour porter les vaccination dans les pays pauvres.

Voir Mucchielli pour son analyse de l'OMS et de GAVI, dans la poursuite de l'objectif de la vaccination globale.

C'est du mépris de classe, et du racisme : la main d'œuvre du tiers monde est désormais en surnuméraire, le capitalisme n'a plus besoin de cette armée de réserve pour baisser les coûts de production. Mais on se prépare les conditions d'un futur effet boomerang : de nouveaux variants...

5) Au défi de l'« hubris » capitaliste (p. 47)

Hubris : Outrance dans le comportement inspirée par l'orgueil ; démesure

Robert Wallace (2016) : les grandes fermes donnent naissances aux grosses gripes. Il pointe la responsabilité de l'agro-business dans les zoonoses. Il dénonce aussi l'exploitation des paysans déshérités qui se déplacent dans les villes (le virus avec eux).

Les laboratoires à Wuhan manipulent du matériel génétique visant à produire des virus « augmentés », arsenal dans la guerre biologique à venir (voir PMO). Ce laboratoire a été financé par les USA et la France.

S'il n'y a pas de luttes contre ces pratiques, on se prépare à de nouvelles pandémies, encore plus dangereuses... et par exemple, le réchauffement du permafrost qui libère des virus et bactéries inconnues.

Pourquoi en rajouter sur la peur, des pandémies moins dangereuses, comme des variants moins dangereux, ça peut arriver, aussi.

6) La poursuite du « business as usual » néolibéral ? (p. 55)

Il y a trois scénarios envisagés, selon l'état du rapport de forces entre Capital et Travail.

Dans le premier scénario, ce rapport de forces reste inchangé.

On peut assister alors à l'aggravation des politiques néolibérales : aggravation du chômage et des conditions de travail, augmentation des aides aux entreprises, diminution des dépenses publiques, attaques des libertés publiques.

Ce qui aurait pour conséquences des séquelles sur le psychisme de la population (auto-discipline et acceptation, attitudes de méfiance vis-à-vis des autres et de soi, etc.), caractéristiques peu propices à une mobilisation.

Ne pourrait-on pas penser alors que l'acceptation de la vaccination viendrait plus de cette résignation que d'un esprit de solidarité évoqué plus haut ?

On assisterait à un scénario identique à celui de la sortie de la crise des *subprimes* de 2008, la stratégie du choc permettrait la réaffirmation autoritaire des dogmes capitalistes. Ce qui pourrait provoquer des mouvements sociaux et, en réponse, l'installation d'une dictature.

Sur fond de crise écologique...

7) Vers un « green New deal » ? (p. 63)

C'est le scénario 2, celui des réformistes (Rifkin, Klein aux USA, Piketty et Lipietz en F)

Un néo réformisme... (p. 63)

On part de l'hypothèse que les mouvements sociaux peuvent prendre de l'ampleur, demander des comptes jusqu'à une remise en cause du système de gestion capitaliste. Ils seraient capables de rééquilibrer les rapports de forces Capital-Travail.

Trois axes d'inflexion à combiner :

- ruptures nettes avec les politiques néolibérales : emplois, salaires, dépenses publiques, redistribution par la fiscalité, pour réduire les inégalités.
- démondialisation partielle des procès immédiats de (re)production du capital

(renationalisations stratégiques et taxations des firmes transnationales).

- Investissement massif contre la catastrophe climatique.

...En quête d'acteurs... (p. 67)

Première carence : les capitalistes ne voudront pas de ce plan. Ils détourneront les mesures vers le greenwashing, ou des Plans de résilience « vers une transition écologique et numérique », ce qui est un oxymore.

« L'histoire nous a appris que le précédent compromis entre capital et travail a été plus imposé au capital qu'il n'y a consenti de son plein gré, sous l'effet de ses propres contradictions internes [...] mais aussi et surtout celui d'une mobilisation massive et durable du travail (du mouvement ouvrier organisé). » (p. 69)

On aimerait savoir de quel précédent compromis il s'agit, pour être en mesure d'admirer l'organisation ouvrière en actes.

Deuxième carence : le mouvement ouvrier ne peut pas mettre en pratique ce plan. Les mobilisations anti-Covid ne vont pas dans ce sens. Les forces politiques constituées n'appuient pas ce programme. Elles sont engluées dans des compromis fordistes d'un autre âge. Une alliance rose-verte ne semble pas à l'ordre du jour.

... Et face aux limites historiques (p. 72)

Dans quelles conditions objectives réaliser ce plan ? On assiste à une baisse tendancielle des gains de productivité depuis 1970. Comment financer à la fois les profits, les salaires et les dépenses publiques ?

Déjà : comment on impose ce rééquilibrage ? Bihr semble proposer à l'avant-garde de faire de l'entrisme dans les manifs anti-pass. (voir plus loin)

Si le green new deal peut atténuer les dégâts, il restera incapable de résoudre la contradiction entre accumulation du capital sans fin et limites de la planète. Il ne fera pas sortir du mode de production capitaliste.

8) Ouvrir des brèches en vue d'une rupture révolutionnaire ? (p. 75)

Le troisième scénario est le plus improbable. Il suppose que le capitalisme aille tellement mal qu'il serait possible d'ouvrir des brèches dans lesquelles pourraient s'engouffrer des forces révolutionnaires. *C'est le B A BA de la doxa marxiste-léniniste.*

Ce que la pandémie a révélé (p. 75)

Les exemples de brèches qui suivent sont des rêves debout : un fait partiel qui est montré comme fait général... Il transforme la réalité à sa sauce ! Ce sont des droits de retrait ou des cessations momentanées de travail ou des sacrifices de travailleurs pour y aller quand même.

Les travailleurs ont ainsi montré une conscience : ils savent quelles activités nécessaires continuer à faire fonctionner, celles, non nécessaires à arrêter (*ce n'est pas Macron qui a décidé ça ?*). Ils ont montré la capacité à transformer les productions (textile en masques, automobiles en respirateurs, etc. (*ce ne sont pas les patrons qui ont décidé de fabriquer ce matériel ?*)). « Ceux d'en bas » ont montré une solidarité en mettant en place des réseaux d'entraide (AMAP, paniers) pour les « démunis » : SDF, chômeurs, femmes violentées, etc.

« En tant qu'éléments d'auto-organisation populaire, ils ont constitué autant de préfigurations de cette autogestion généralisée que serait une société libérée de toute structure d'exploitation et de domination. » (p. 79)

Et réapparition « partout » de la gratuité ! (quelques e-books et vidéos gratuits pendant le premier confinement). Cela aussi préfigure ce que pourrait être l'accès à la culture dans une société idéale.

« Ces brèches ont révélé qu'un autre monde est possible et qu'il est même nécessaire et souhaitable, dès lors que cette domination fait faillite, comme cela a été en bonne partie le cas à l'occasion de cette pandémie. » (p. 80)

Alain, réveille-toi, tu es devenu fou ! Arrête de regarder Netflix ! Comment peux-tu écrire que la domination a fait faillite ? Elle n'a jamais été aussi vigoureuse pendant cette pandémie : répression féroce

grandeur nature, contrôle des populations de façon surnaturelle et parfois illégale, avancée du numérique (5 G) à marche forcée : « le numérique aime le covid » a dit Macron, etc...

Par ailleurs, les entreprises ont été subventionnées par un prêt de 700 milliards, que les populations vont devoir rembourser. Si tu relisais les anciens numéros de A Contre Courant, que tu as co-fondé il y a quelques décennies ?

Imposer une sortie de la pandémie à nos conditions (p. 81)

« Il est de la responsabilité des organisations d'intervenir dans ou en marge des mobilisations actuelles contre le pass sanitaire pour » :

- présenter la vaccination comme une obligation éthique et comme contrepartie de la prise en charge des soins (*elle est où la différence avec Macron qui dit qu'il ne veut surtout pas que les non-vaccinés ne soient pas soignés, ce qui pourrait bien advenir*)
- faire pression sur les gouvernants pour qu'ils abandonnent leurs opérations de police, et qu'ils s'orientent vers de la propagande persuasive.
- exiger l'annulation des brevets, la vente des vaccins à prix coûtant et l'aide à la vaccination des pays pauvres.

Imposer une reprise de la production à nos conditions (p. 82)

- sécurisation sanitaire des espaces de travail (*cela concerne aussi les industries pathogènes ?*), et télétravail avec négociations syndicales.
- travailler tous, moins, mieux... donc imposer l'embauche des jeunes, le travail réduit des vieux, rogner (voire abolir, *sic*) les dividendes et les sursalaires.
- sauver les entreprises en difficultés...

Pour une socialisation du système de santé (p. 84)

- arrêt des fermetures de lits, services, hôpitaux (*et pas réouverture ?*)
- annulation des dettes des hôpitaux, arrêt de la T2A
- embauche de personnel et augmentation de salaires
- impôts exceptionnels (*sic*) de solidarité sur les grandes fortunes,
- nationalisation des labos, etc.

Un peu bâclé ce programme d'urgence

Avancer vers une socialisation de l'ensemble de la production sociale (p.86)

la pandémie a révélé de graves carences dans les équipements collectifs et les services publics (logement social, enseignement, loisirs, recherche...).

- investissements massifs sous contrôle des salarié-es concerné-es, des syndicats et de la population concernée.
- annulation de l'ensemble des dettes publiques, taxation du capital et des hauts revenus.

La pandémie a révélé que la société n'avait besoin que d'un nombre restreint d'entreprises, équipements collectifs et services publics (*sic*) et d'un pilotage par l'État.

- réorientation de l'économie vers les besoins essentiels (*et nos bougies?*)
- expropriation des banques, assurances, fonds de pension, nationalisation sous contrôle des salarié-es, et citoyen-nes
- relocalisation des procès de production.

La perspective écosocialiste (p. 89)

La catastrophe climatique va entraîner des problèmes d'eau, de production agricole, de valorisation du capital, etc.

« Aux menaces d'épidémies et de famines s'ajoutent celles de la conquête et de la guerre pour laisser se profiler le spectre de l'Apocalypse. » (p. 90)

En conséquence la transformation socialiste de la société ne peut plus qu'être écosocialiste.
- mettre fin aux causes des pandémies (exploitation des forêts, élevages et cultures intensives)

- biodiversité
- changer les pratiques de consommation (moins de viande). « Car l'avenir de la santé, publique comme privée, se joue aussi dans nos assiettes. » (p.91)

On rêve ? L'avenir de la rupture révolutionnaire se joue dans les marmites de l'avenir... végan !

Les différences avec le scénario réformiste (p. 91)

Ben oui, il l'avoue, les scénarios 2 et 3 se ressemblent...

En fait si on radicalise les mesures du plan 2, on arrive au plan 3.

C'est Rosa qui va être contente : pour passer de la réforme à la révolution, il suffit de radicaliser les réformes ? Mais comment ?...

En radicalisant les mobilisations collectives.

Il faut « accorder une importance primordiale aux initiatives de la base (les « gens », les travailleur-euses, leurs organisations) dans le but de promouvoir de nouvelles pratiques et structures d'émancipation, sous la forme notamment de contre-pouvoirs. » (p. 92)

Tu nous proposes de faire de l'entrisme dans les organisations syndicales et politiques ? On te rappelle que le fanzine auquel tu as largement collaboré s'appelait A Contre Courant Syndical et Politique. Tu y développais une analyse des directions syndicales et politiques qui ne laissaient pas beaucoup de place au côté 'contre-pouvoir' de ces orgas...

Il faut aussi réorganiser l'économie, dans le cadre d'une planification démocratique, sous « contrôle populaire ».

Les guillemets sont de toi, cela t'évites de définir ces termes...

Conclusion : Le communisme, le choix de la vie ! (p.95)

il ne faut pas oublier :

- il y a nécessité et urgence de sortir du capitalisme
- il est possible d'y parvenir.

Il te restait 2 pages pour nous expliquer comment (à par la vieille méthode de l'entrisme dans les orgas pourries).

Luxembourg, après Engels disait : Socialisme ou barbarie
l'alternative aujourd'hui est plus radicale : le communisme ou la mort !

Et tu nous laisses là ?